



MANIFESTATION À GAP

Dimanche 21 janvier – 10h30 – Préfecture

La loi asile immigration marque un tournant que nos collectifs, associations, syndicats, organisations ne peuvent accepter. Elle reprend de nombreuses idées de l'extrême droite comme la préférence nationale et aura des conséquences terribles sur la vie de centaines de milliers d'habitante.es étrangère-es sur le sol français. Il s'agit de la loi la plus régressive depuis 40 ans. Cette loi raciste et xénophobe restreint le droit au séjour, accentue considérablement la répression, s'attaque au droit d'asile, au droit du sol, aux étrangers malades, aux étudiants non européens, au regroupement familial. L'attaque contre l'hébergement d'urgence, le durcissement de l'accès aux prestations sociales dont les allocations familiales et les aides aux logements, vont jeter des familles à la rue ou dans les bras de marchands de sommeil, particulièrement les femmes migrantes.

Dans les Hautes-Alpes, la situation à la frontière avec l'Italie est, depuis des années, le symbole de la fuite en avant des autorités : militarisation, contrôles d'identité abusifs sur l'apparence physique, non respect du droit d'asile, expulsions sans délai des personnes contrôlées à la frontière, etc. En plus de dispositifs répressifs, l'État se décharge presque totalement de son obligation d'accueil des migrant-es sur des associations locales. Chaque année, des hommes et des femmes meurent dans nos montagnes. **La loi Asile et Immigration s'inscrit dans cette logique indigne de répression et de refoulement des exilé-es.**

Cette loi va précariser davantage les travailleuses et travailleurs, les lycéens, les étudiants avec ou sans-papiers. L'arbitraire préfectoral est encore renforcé, refoulement aux frontières, délivrance systématique des OQTF et IRTF et allongement de leur durée, notamment pour les travailleuses et les travailleurs. Cette loi s'attaque aux libertés publiques, bafoue les droits fondamentaux tels que le droit d'asile, réinstaura la double peine et fait honte à la France, qui prétend défendre les valeurs d'égalité entre toutes et tous. Nous exigeons donc le retrait de cette loi.

Nous appelons :

- À soutenir toutes les luttes pour la régularisation des sans-papiers, notamment les grèves
- À empêcher l'application de cette loi en multipliant les actions de solidarité et en faisant œuvre de désobéissance civile
- À manifester massivement sur tout le territoire le dimanche 21 janvier, pour empêcher que cette loi soit promulguée, combattre le racisme, la xénophobie et défendre une politique migratoire d'accueil et de solidarité.